



Kortam Marie

Tripoli dans le marécage syrien

Pour citer l'article

Kortam Marie, « Tripoli dans le marécage syrien », dans *revue é Interrogations ?*, N°24. Public, non-public : questions de méthodologie, juin 2017 [en ligne], <http://www.revue-interrogations.org/Tripoli-dans-le-marecage-syrien,575> (Consulté le 2 avril 2020).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



Résumé

L'histoire de Tripoli est indissociable de celle de la Syrie. Leurs liens géographiques et historiques se sont conjugués aux effets de la présence militaire syrienne au Liban (1976-2005) durant près de trois décennies, pour faire de cette ville une scène de conflits politiques travestis en conflits communautaires.

Aujourd'hui, des Libanais combattent au Liban pour ou contre le régime syrien. Dans une construction historique, cet article tente de mettre en évidence les constructions et dynamiques identitaires et communautaires, d'une part ; et d'autre part, de mettre la lumière sur la dimension politique et régionale de ces conflits.

Mots clés : Conflit, Identités, Syrie, Tripoli, Violence

Abstract

The history of Tripoli is very interlinked to the Syrian history. The strong geographical and historical links have been strengthened by the Syrian military and political presence in Lebanon (1976-2005). This presence has impacted the sectarian conflict, which was turning the city into a scene of political conflict, disguised as community conflict.

Syrian influence and Syrian regime has created new social and political identities in Lebanon. That's why Lebanese are associated to Syrian war. In a historical overview, this article tries to highlight the dynamics sectarian and political identity, on the one hand ; And on the other, the political and regional dimension of these conflicts.

Keywords : Conflict, Identities, Syria, Tripoli, Violence

Introduction

Bab al-Tebbaneh (Tebbaneh), quartier défavorisé de la ville de Tripoli, a été depuis l'indépendance du Liban la scène de nombreux conflits politiques devenus conflits armés opposant milices et partis de tous bords [1]. Déjà, à l'époque de la Grande Syrie, cette région a connu l'exode des ruraux vers les grandes villes : ils s'étaient établis dans des quartiers modestes, peu coûteux et proches des centres, comme Tebbaneh.

Tebbaneh est devenu en peu de temps un quartier marginal. Haut lieu de résistance pour avoir abrité des « recherchés » dans les années 1960, il n'en demeure pas moins que, dès l'apparition du premier mouvement de gauche s'opposant à la bourgeoisie et de son leader Ali Akkawi [2], ce lieu a subi une mutation profonde de son histoire, à savoir le passage de Tebbaneh de « la porte d'or » au quartier le plus pauvre. Toutefois, ce n'est qu'à partir de la guerre civile libanaise qu'il a commencé à se diviser en deux parties : d'un côté les Alaouites et de l'autre les Sunnites. A chaque communauté son camp [3]. Les Sunnites avaient choisi de soutenir la résistance palestinienne tandis que les Alaouites soutenaient le régime syrien. C'est dans ce cadre - de la division historique - que s'inscrit précisément le conflit, objet de cet article.

Ce conflit « nouveau », violent et intermittent a duré de 2008 à 2014. Officiellement il s'est éteint en 2014 suite à l'apparition imminente d'un nouveau gouvernement favorisé par le nouveau « plan de sécurité ». Cependant, le début de la révolution syrienne marquait un tournant dans l'amplification du conflit favorisée par l'arrivée des réfugiés syriens. En sachant que les Syriens au Liban, ne sont pas que des réfugiés, il existe les ouvriers qui travaillaient au Liban avant la révolution et les déplacés qui ont refusé de s'inscrire sur la liste des réfugiés. Le nombre de ces trois différents groupes est estimé par des militants engagés et des fonctionnaires haut placés [4] à environ 250 à 300 000 Syriens à Tripoli.

La révolution syrienne a participé à son tour au déchaînement des deux principaux groupes politiques et communautés rivales : Sunnites/islamistes et Alaouites. En combattant les Alaouites à travers le parti Arabe démocrate (PAD) qui les représentait, les Sunnites considéraient qu'ils prenaient leur revanche sur le régime syrien implanté sur le sol libanais.

Nombre d'analyses ont été données sur ce conflit fratricide qui déchire le quartier de Tebbaneh (Seurat, 1985 ;

Gade, 2015 ; Larkin and Midha, 2015 ; Rougier, 2015 ; Samra Abu, 2011 ; Lefèvre, 2014 ; Kortam, 2015), mais nous nous demanderons comment ses principaux protagonistes se le représentent ? Comment les habitants de ces deux quartiers devenus des bastions, à savoir Tebbaneh et Baal Mohsen le vivent-ils ? Quel rôle ont pu jouer les personnalités politiques dans ce conflit à Tripoli ? Qui y a pris part ? Que sont devenus les anciens leaders populaires qui ont participé à la guerre civile libanaise, qui ont soutenu la résistance palestinienne, et la cause panarabe ? Pourquoi de nouveaux groupes salafistes apparaissent-ils à la place des anciens combattants ? Sont-ils de la même mouvance qu'*al-Tawhid* qui existait dans les années 1980 ? Quelles sont ces identités et comment ces identités politiques et communautaires diverses s'inscrivent-elles, se représentent-elles et se cristallisent-elles sur ce territoire ? Cet article aspire à répondre à toutes ces questions. Dans un autre sens, cet article vise à « anthropologiser » le conflit, en rajoutant un angle d'analyse plus humain et social à la littérature souvent restreinte à des analyses, soit médiatiques, soit axées sur les risques sécuritaires exclusivement.

A partir d'une vision basée sur la représentation du conflit, j'essaierai d'asseoir les idées de mon article. Par conséquent, je serai amenée à fournir une analyse selon plusieurs découpes : sur la représentation de soi et de l'autre à travers un ancrage territorial dans une tentative de monopoliser des groupes qui ont su adopter et s'adapter aux exigences du terrain telles que l'apparition d'identités nouvelles dont le salafisme, à titre d'exemple. Je démontrerai comment ce dernier a su profiter de ce conflit dont les victimes ne sont que les protagonistes eux-mêmes, prédisposés par des conditions sociales souvent désastreuses. Mon hypothèse de départ est que ces habitants prenant part au conflit qui anima Tebbaneh ces dernières années sont le support d'identités situées, mais aussi occasionnelles et perméables qui se sont construites et se sont cristallisées aux moments du conflit. A son tour, le conflit a servi durant ces années de fondement à l'appartenance, au territorialisme et à l'exacerbation du communautarisme dans un camp comme dans l'autre. Le conflit peut être envisagé comme un moment très fort de l'affirmation de ces identités-là, tantôt politique, tantôt communautaire. Par analogie au *Zajal* libanais, le conflit de Tebbaneh lui aussi peut être assimilé à ce style de chant en duel où les chanteurs se répondent par chants interposés. Ainsi, au prisme du jeu des représentations, ce qui anime les protagonistes est loin d'être le fait des idéologies venues d'ailleurs, comme ce pourrait être le cas du conflit géopolitique en cours au nord et à l'est de ses frontières syriennes. Ce n'est pas non plus uniquement l'affaire des partis politiques libanais qui tantôt chercheraient à envenimer la situation au nord du pays, tantôt, quand il est possible de mettre tout le monde d'accord, de la calmer. En revanche, je dirai que la violence avec laquelle les habitants de Tebbaneh sont habitués à s'exprimer est devenue avec le temps et pour son histoire une expression qui sert à affirmer son identité à la fois territoriale, mais de surcroît communautaire et politique, et qui prend parfois une envergure politique qui dépasse ses frontières. Faut-il rappeler à ce propos que le peuple libanais est armé presque dans sa totalité ? Ainsi, au moindre faux pas au Liban, ce sont les armes qui finissent par avoir raison des habitants sous tension. Dans cette configuration d'Etat communautaire, les identités ne sont, en dernière analyse, qu'une affirmation d'appartenance à la communauté locale, où il est fait référence au territoire [5].

Pour expliciter mon propos tout au long de l'analyse sur l'identité sociale des groupes et la catégorisation, je mobiliserai la théorie de l'identité sociale de Tajfel (1981) et celle du stéréotype de Goffman (1975). En effet, Tajfel (1981) a démontré que la catégorisation était à la base de la création d'une identité sociale avec laquelle des acteurs se mobilisaient socialement. Par ailleurs, Mlicki et Ellemers (1996), en partant de la théorie de l'identité sociale de Tajfel, démontrent que dans certaines circonstances, des acteurs sociaux peuvent préférer une identité distincte négative à un manque d'identité distincte positive. Pour d'autres chercheurs, à l'instar de Bruner (1991), l'être humain est stimulé par des événements et il réagit en classifiant ces événements dans des catégories appropriées. Pour Medin (1957) c'est plutôt le manque d'informations qui explique le processus de catégorisation. Selon Goffman (1975), le fait qu'une pensée stéréotypique existe découle du même phénomène de catégorisation dont parlent les auteurs précédents. Il se distingue de ces derniers par son approche de l'étude des stéréotypes. Il adopte un paradigme interprétatif qui privilégie le point de vue des acteurs tout en minimisant la projection du chercheur. C'est ce paradigme interprétatif qui sera au cœur de cet article.

En mobilisant ces théories de la construction des identités sociales et de la catégorisation, mon article sera divisé en deux parties. La première partie évoque les dynamiques identitaires de la ville de Tripoli et de ses habitants dans une perspective historique. Elle sera divisée en deux temps : le premier est la construction des identités politiques et religieuses durant la guerre libanaise ; le deuxième temps est la fin de la guerre et la domination syrienne. Dans la deuxième partie, nous verrons comment ces événements reflètent les caractères changeants dans les identifications des individus, qui ont construit des identités de groupes divers. Cette cristallisation des identités sociales et territoriales en identités religieuses est divisée en trois axes. Tout d'abord, la révolution syrienne, ensuite le débordement du conflit syrien à Tripoli et son impact sur la ville et

enfin l'émergence de nouvelles identités islamistes. Les sources utilisées dans ce travail proviennent d'entretiens ouverts ou semi-directifs réalisés en deux phases. La première phase s'est passée en novembre 2014 avec une équipe de chercheurs sur Tripoli. Les 23 entretiens durant cette période ont été effectués avec les axes leaders « *Kadet mahawer* », des personnalités populaires et des personnalités politiques. La deuxième phase s'est déroulée entre décembre 2013 et février 2014 avec six couples et quatre personnes à Tebbaneh et avec quatre couples et quatre femmes à Baal ou Jabal Mohsen. S'y ajoutent des observations pendant toute cette période à Tripoli.

Histoire protestataire de Tripoli et division communautaire

Tripoli, la capitale de la région nord du Liban et la deuxième plus grande ville du pays, vit depuis la création de l'État libanais des conflits de protestations de tout ordre. Ces conflits ont secoué la ville, qui depuis les années 60, endure une régression urbaine résultant d'une ségrégation socio-spatiale ascendante.

En effet, à la fin des années soixante, la mouvance des mouvements de gauche et de la résistance palestinienne, d'une part, et le ressentiment dû à l'exclusion économique des habitants de la vieille ville de Tripoli et leur besoin de réagir à une marginalité imposée par l'élite politique et bourgeoise de la ville, d'autre part, ont véhiculé une image de Tripoli comme ville rebelle. À partir de 1969, Tripoli s'est transformée en réservoir de résistance avec le repli d'une grande partie des habitants selon une logique sociale et politique autour d'une identité commune, cristallisée autour du mouvement du 24 Octobre (*Haraket 24 techrin*), dirigé par Farouk al-Moukadem [6]. Ce mouvement a pris Tebbaneh comme un couloir pour occuper le château fortifié de Tripoli et le transformer en base militaire pour défendre les opprimés.

Dans ces quartiers de la misère à Tripoli, les mouvements de résistance se sont succédés. Les jeunes depuis Ali Akkawi ont donné un sens à leur combat en se formant dans des groupes qui leur donnent un espace politique pour s'exprimer. En effet, en 1971, dans l'opposition contre la bourgeoisie, Ali Akkawi [7] et son mouvement dénoncent la pauvreté depuis Tebbaneh, où a été proclamé un an auparavant « *Dawlat al-Matlubin* » (l'État des recherchés par la justice) par Ahmad al-Qaddur [8] (Kayal, Atiya, 2001, 2004). À ce stade, les opprimés de toutes confessions menaient le même combat. Selon Mahmoud Harrouk [9], un historien tripolite, deux personnages communistes dirigeaient le combat des pauvres de tous bords, contre le pouvoir et le féodalisme à Tebbaneh : Bader Marjani un alaouite, et Abdallah Barghcheh al-Jayzi (Abou Rachid) un sunnite.

Le repli communautaire et l'identification confessionnelle qui ont occulté l'identité sociale commune des opprimés ne sont arrivés que plus tard, divisant le quartier en deux avec le début de la guerre. En effet, la division entre les communautés alaouite à Jabal Mohsen et sunnite à Tebbaneh, est apparue « lorsque la Résistance populaire (*al-muqâwama al-sha'biyya*) a pris sur elle de défendre militairement l'« honneur » (*karâma*) de Tripoli, sa « mémoire » » (Seurat, 1985), en combattant contre un régime alaouite, instrument de l'armée syrienne. Dans ce qui suit nous allons voir comment cette division identitaire s'est construite durant la guerre, puis s'est réduite et ensuite est devenue une nouvelle source de conflit.

Les années de l'émergence et de la solidification de l'identité alaouite

Des événements clés ont consolidé une identité politico-communautaire et ont forgé le clivage politico-communautaire dans la ville de Tripoli. Les Alaouites du Levant habitant Tripoli, vivaient dans les quartiers mixtes de la ville et s'inscrivaient dans l'espace urbain selon leur classe sociale. Ce n'est qu'avec le début de la guerre libanaise et la fragmentation socio-spatiale de la ville qu'un ghetto a commencé à se former à Jabal Mohsen autour de la famille Eid soutenue par Damas.

En effet, en 1972, deux jeunes alaouites de Tripoli, Ali Eid et Youssef al-Bacha fondaient le « Mouvement de la jeunesse alaouite » dans le but de défendre les droits de la communauté alaouite et sa participation aux prises de décisions politiques ; cette communauté était alors exclue de toutes les instances du pouvoir local. L'année suivante, étudiant à l'Université Américaine de Beyrouth, Ali Eid a été agressé à l'arme blanche. Suite à cet incident, il a réussi à gagner la sympathie et la solidarité de toute la communauté dont il est devenu la figure emblématique, puis le leader. Après l'entrée des forces armées syriennes dans la ville à la fin de 1976, le régime syrien a appuyé la famille Eid. Les premières années, le Mouvement des jeunes alaouites est toutefois resté en dehors des alliances politiques qui se formaient entre les partis libanais et l'OLP.

En 1976, le Mouvement National [10] a pris la décision d'attaquer les alliés du régime syrien à Tripoli et au

Liban. À Tripoli, ceux-ci se trouvaient en majorité à Jabal Mohsen qui, considéré comme une base syrienne, a été envahie. Mais cette occupation a été de courte durée, et les combattants ont été contraints de se retirer après l'entrée de l'armée syrienne dans la ville, à la fin de l'année.

Depuis cette date, les Tripolitains souffrent de la présence militaire et politique syrienne sur leur territoire. Dans cette logique, les combattants à Tebbaneh sont prêts à mettre tous les moyens pour combattre tout ce qui est lié au régime syrien. Mais face à une coalition pro-syrienne organisée, consolidée et enracinée au Liban pendant des années de terreur et de domination syrienne, qui a tout fait pour dominer et détruire, existe une coalition anti-syrienne éclatée à moitié par la guerre civile et abattue par la sortie de l'OLP.

En 1977-1978, Ali Eid rejoint le Front d'Opposition Patriotique, une coalition pro-syrienne formée de Libanais notoires et de militants, et en devient le vice-président. Ensuite pour des raisons de désaccords internes, il dissout cette coalition en 1979-1980, et avec quelques anciens, fonde le PAD. Ce parti est issu du Mouvement des jeunes alaouites avec une identité confessionnelle claire pour défendre les intérêts syriens sur une base communautaire. Dans la communauté alaouite, il a été la voix dominante, allié du régime syrien et connu pour sa loyauté absolue envers lui, les voix dissidentes étant étouffées ou politiquement affaiblies.

En 1982, à la suite de l'effondrement du Mouvement national libanais, un nouveau mouvement, sunnite, mais influencé par la révolution iranienne, a vu le jour, le Mouvement d'Unification Islamique, *al-Tawhid*. Le *Tawhid* a sorti son premier tract officiel le 5 août 1982, où il appelait à abolir toutes les *'asabiyyât* [11] par l'unification du mouvement soufi Nakchbandi représenté par Hachem Minkara, avec le Mouvement du Liban arabe représenté par Ismat Mrad et Malek Allouch (Abou Samir), *Jond Allah* (« Les soldats de Dieu ») représenté par Kanaan Naji et le Mouvement de la résistance populaire représenté par Khalil Akkawi. Tous ces mouvements étaient soutenus par l'OLP, qui a joué un rôle essentiel dans la création du *Tawhid*. De 1982 à 1985, celui-ci dominait le territoire de Tripoli. Des affrontements violents ont eu lieu dans la ville entre *al-Tawhid* et les alliés du régime syrien, les seconds cherchant à éradiquer les premiers, qui avaient perdu leur parrain politique après la sortie de l'OLP du Liban, en 1983.

Après des combats féroces, un cessez-le-feu est déclaré en 1985 et l'on assiste à une nouvelle alliance entre *al-Tawhid* et l'Iran d'un côté, et la Syrie de l'autre. L'armée syrienne envahit Tripoli et le nord du Liban. Deux grands événements ont marqué l'année suivante. L'assassinat de Khalil Akkawi, opposé à cette alliance, en été 1986, ensuite le massacre de Tebbaneh, le 21 et 22 décembre 1986. Ce massacre a fait de milliers de victimes dont des civils, des femmes et des enfants. Il a été mené par deux milices tripolitaines parrainées par le régime syrien, le PAD et la « Résistance tripolitaine » dirigée par Tarek Fakhreddine, sunnite de Tripoli, selon un rapport d'Amnesty International sorti en février 1987, mais non publié au Liban [12]. Les combattants ont été arrêtés, d'autres ont réussi à fuir vers le sud du Liban ou à l'étranger pour être en sécurité sur des territoires contrôlés par des Palestiniens. Ce nombre de morts dans le massacre n'a jamais été fixe, très variable avec une grande différence, alors que les uns disent des milliers, les autres disent des centaines. Mon interlocuteur de Tebbaneh, un cheikh et imam qui a vécu le massacre me précise qu'il y a eu 300 victimes. Un autre cheikh avance des milliers : « *Ils nous ont massacrés, c'était le plus grand massacre de Tripoli, 1200 martyrs ont trouvé la mort, plus que 1200 martyrs, des centaines de disparus. Bien sûr le massacre est une réalité qu'on ne peut pas nier, commis par les Alaouites et non le régime syrien* » [13].

En plus des chiffres, le côté qui a exécuté le massacre n'est pas le même indiqué par tout le monde. Alors que le premier cheikh indique que ce sont les Alaouites, le deuxième rajoute, le parti Baath, le parti Qawmi et tous les partis pro-syriens à Tripoli, mais précise que les forces syriennes n'ont pas participé au massacre : « *J'y étais les forces syriennes nous ont dit ne vous inquiétez pas on est là ils sont tous sortis* » [14].

Du côté des habitants interviewés à Tebbaneh, ils innocentent leurs voisins alaouites et accusent les syriens.

Ce massacre de Tebbaneh comme souvenir s'inscrit dans une mémoire sociale dans le sens de Halbwachs (1971), c'est-à-dire une mémoire *dans* la société et non pas collective *de* la société, puisqu'elle est racontée et entretenue comme une histoire singulière et une vision restreinte de l'histoire ; plus elle évoque les détails, plus les choses varient.

Par ailleurs la mémoire collective ne peut subsister que dans la mesure où elle peut s'inscrire dans la praxis des individus ou des groupes. Pour cela, elle a besoin des « cadres sociaux » [15] pour la maintenir et la revivifier. Nous verrons plus tard comment ce massacre instrumentalisé politiquement a repris place dans le discours populaire après plus de 20 ans.

La fin de la guerre libanaise et la figure Hariri

La guerre civile libanaise a pris fin avec les accords de Taëf signés en 1989, suite auxquels un « Traité de fraternité, de coopération et de coordination » a été signé entre le Liban et la Syrie. Soutenu par l'Arabie saoudite et les États-Unis, l'homme d'affaires Rafic Hariri devient Premier ministre en 1992. À partir de ce moment, les crises diplomatiques et politiques se sont succédées au Liban, opposant l'Iran – avec en arrière-plan, son allié sur le terrain : la Syrie – et l'Arabie Saoudite. De cette date jusqu'en 2005, le Liban a été sous le contrôle du régime syrien.

En 2005, le Premier Ministre Rafic Hariri est assassiné. Avec son assassinat, le conflit ressurgit, désormais entre les deux « S » : Syrie et Arabie Saoudite et non entre l'OLP et le régime syrien. Il se traduit à nouveau à Tripoli par une guerre fratricide entre des Sunnites anti-régime syrien, combattants, engagés et enrégés par le prisme du passé et des Alaouites engagés au PAD allié du régime syrien.

En effet, l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri a ravivé la flamme de la guerre civile, comme le précise Ahmad [16] : « *Le problème est que c'est une ancienne revanche, la mort de Hariri a rallumé le conflit. Ici on s'exprime par les armes* ».

Par ces mots Ahmad, un habitant de Tebbaneh évoque le conflit, qui peut devenir violent à tout moment puisque le peuple libanais est armé presque dans sa totalité. Tant que la justice transitionnelle n'a pas été établie, cette flamme ne va pas s'éteindre, comme le précise Mina [17], une habitante de Tebbaneh, mère et femme au foyer : « *Le jeune est obligé de prendre l'arme et tirer, ceci remonte à loin, des gens ont peut-être perdu auparavant un enfant, un frère, un oncle dans les années 80 et même avant, c'est de la congestion chronique, le Taëf est arrivé et les syriens n'ont pas établi une vraie réconciliation, ils ont jeté en prison les gens durant une dizaine d'années* ».

Après l'assassinat du PM Hariri, l'atmosphère politique générale a changé. Un sentiment d'injustice est né dans la communauté sunnite, accentué par la victoire de Hezbollah en 2006 et l'apogée chiite. Dans cette atmosphère, Tripoli a commencé à voir apparaître de nouveaux mouvements. En effet, à la suite de l'assassinat du PM Hariri, son fils Saad Hariri a voulu créer une force sunnite pour contrecarrer la force chiite de Hezbollah [18]. Le courant du futur aspirait à construire un équilibre sécuritaire et militaire au Liban, à constituer un corps qui fasse face au corps chiite de Hezbollah pour avoir du poids et pouvoir être acteur dans tout règlement politique et militaire. Selon un cheikh, leader populaire et ancien combattant [19], l'identité sunnite a commencé à se cristalliser puis à s'islamiser dans les *Afwajs* (les bataillons) à Tripoli, avec le Général Hammoud [20], qui à l'époque a démissionné de l'armée libanaise pour créer les bataillons sunnites.

Les premiers affrontements ont eu lieu entre les *Afwajs* et le Hezbollah, le 7 mai 2008 à Beyrouth, suite aux mesures prises par le gouvernement de Fouad Siniora, le 5 mai 2008 de limoger l'officier en chef responsable de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth et de démanteler le réseau de télécommunications privé du Hezbollah. Ibrahim [21], un leader populaire à Qobbeh précise lors de l'entretien que les *Afwajs* n'auraient pas dû s'engager, leurs pertes étaient énormes face à des combattants qui maîtrisent les conflits de rues : « *Si Hezbollah n'avait pas pris la décision de ne pas faire couler trop de sang, on aurait reçu des milliers de cadavres. C'étaient nos enfants, on les suivait au téléphone, Hezbollah les a tous emprisonnés* ».

En réalité, en 2008, ce conflit qui a commencé à Beyrouth s'est déplacé vers le Nord du pays. Comme si les deux camps avec leurs investisseurs politiques et militaires s'étaient mis d'accord sans le formuler pour s'accaparer la ville de Tripoli comme un terrain de conflit où tous les messages politiques à communiquer passeraient par les quartiers les plus défavorisés de la capitale du Nord, ceux qui cumulent les plus grandes difficultés sociales et économiques [22].

En 2008, des imams de mosquées ont collé partout sur les murs à Tripoli des affiches remémorant et rappelant le massacre (cf. *supra*). Cette instrumentalisation de la haine et de la mémoire a réveillé les souffrances endormies et les blessures enfouies des familles et des individus qui ont été directement touchés par le massacre. Ceux-là ont réagi au début par vengeance, avec le mouvement de foule tout le monde a suivi et la ' *assabiya* urbaine est vite remontée, mais ce n'est pas la mentalité des habitants de Tebbaneh affirme un leader populaire.

Emportés au début, ils se sont rendus compte de l'instrumentalisation qu'ils subissent pour des intérêts géopolitiques et politiques qui les dépassent. Beaucoup ont décidé de se retirer de ces combats : « *Il y a une exploitation de la souffrance du massacre par les hommes politiques, 90% des habitants de Tebbaneh avec*

toute leur haine envers les Alaouites refusent ces conflits qui ne les concernent plus. C'est le conflit des autres sur notre territoire, beaucoup des habitants de Tebbaneh sont arrivés à ce niveau de conscience » [23].

Une personnalité politique et populaire de Qobbeh soutient la réaction des sunnites et des groupes anti-régime syrien contre Jabal Mohsen parce que la génération qui combat aujourd'hui est celle qui a grandi avec les mauvais souvenirs des membres de la famille en prison ou assassinés ou en cavale : « *C'est la génération du massacre. C'est la réalité, la blessure est grande et infectée là où tu frappes ça va faire mal* » [24].

Ces affrontements ont pris fin avec l'accord de Doha le 21 mai 2008 après 18 mois de crise politique et un conflit armé, mais n'ont pas tardé à recommencer avec la révolution syrienne. A Tripoli, une réconciliation entre Saad Hariri et Rifaat Eid, le leader du PAD, s'est imposée. Cette réconciliation a repoussé les anciens leaders populaires [25] de la scène politique à Tebbaneh, à la suite de quoi de nouvelles figures salafistes sont apparues. Ces leaders ont refusé la réconciliation à la façon Hariri et ont voulu imposer des conditions viables. Ils ont pensé à un plan global de justice transitionnel, comme me l'a précisé le Cheikh Mazen de Tebbaneh lors de l'entretien [26]. Il me confie d'une voix émue qu'il faisait partie des « Conseils des Mosquées et des Quartiers » (*lijân al-masâjed wal-ahyâ'*) mis en place durant l'été 1984 par Khalil Akkawi pour remplacer la « résistance populaire ». Ce plan avait une réelle stratégie d'indemnisation des familles des morts, des blessés, des emprisonnés, de reconstruction des infrastructures de Tebbaneh, et des immeubles détruits. Ils ont soumis à Hariri un projet de développement qui, selon eux, devait amener les deux communautés à se croiser dans la vie quotidienne, ce qui allait forcément les rapprocher les uns des autres et pacifierait les rapports humains et sociaux, pour traiter et non pas panser ce qui est connu sous le nom de *al-jerh al-nazif*, la blessure saignante. Pour Cheikh Mazen, les anciens combattants et leaders comme lui ne font plus le poids avec l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène politique : « *Les acteurs sur la scène ont des moyens que tu ne peux pas imaginer. Nous avons tenté de préserver notre terrain des patrons de la politique et des différents groupes en conflits, mais nous n'avons pas pu et nous ne pourrions pas. Ils ont des moyens et des capacités, de l'argent et du pouvoir. Il faut avoir un corps uni et fort pour réduire leur influence nocive parce qu'il est impossible de l'arrêter complètement* [27] ».

Depuis 2008, ces personnalités populaires historiques, qui ont combattu avec Khalil Akkawi, essayent de contrôler leur territoire et de diminuer les dégâts, mais par manque d'organisation et de moyens, ils n'y arrivent pas. Leur seul atout est leur popularité, leur histoire, et le respect des gens envers eux. Cela ne suffit pas.

Dans cette ambiance chaotique, de conflits et de corruption, le cheikh estime que si on reste à ce stade et que la situation ne se dégrade pas plus, c'est un bon signe : « *Franchement, nous sommes arrivés actuellement au stade de vouloir nous sauver nous-mêmes et ne pas nous noyer dans cet embrouillamini, avant le but était de sauver la région et maintenant nous essayons de ne pas nous noyer dedans, dans le conflit des appareils de pouvoir entre le 8 et le 14 mars. La partie nous dépasse et les forces qui manipulent le conflit sont trop grandes* » [28].

Donc, ces figures traditionnelles n'alimentent pas le conflit mais cherchent à le calmer. Cependant, entre leur auto-exclusion et leur exclusion réelle, de nouvelles figures émergent dans le paysage politique, comme de nouveaux axes leaders (*Kadet mahawer*) et des leaders religieux (des imams et des cheikhs). De profils variés et différents, ces nouveaux axes leaders n'ont aucune formation politique ni militaire, ni même de l'expérience, ni une reconnaissance populaire et donc ils ne font pas le poids ni l'unanimité dans leur quartier dont ils ne sont pas originaires parfois. Leur seule façon et raison d'exister est le financement qu'ils reçoivent des partis et hommes politiques nationaux et internationaux. Cependant, la deuxième catégorie, représentée par les leaders religieux, peut être divisée en deux. D'une part, ce que j'appelle les « exclus », ils appellent à la paix et au vivre ensemble ; et d'autre part, les « diviseurs », ils alimentent le confessionnalisme et instrumentalisent des Sunnites contre des Alaouites. Ils vont même jusqu'à mobiliser des jeunes pour aller combattre et faire des opérations suicidaires en Syrie [29]. Cette émergence d'une nouvelle identité sunnite s'est accentuée comme on le verra plus loin avec la crise syrienne, qui a libéré des identités extrêmes.

Après une analyse historique de la construction de différentes identités dans la ville de Tripoli à la lumière des conflits historiques, dans la deuxième partie il sera question de l'impact de la crise syrienne sur la ville de Tripoli et la cristallisation des identités sociales et territoriales en identités religieuses.

Cristallisation des identités sociales et territoriales en identités religieuses : la dimension politique et régionale du conflit

Les années de domination syrienne au Liban (1976-2005) ont favorisé un système totalitaire d'agitation et d'errance politique. Aucun travail de conscientisation politique et/ou idéologique et militaire n'a été fait comme à l'époque des mouvements de gauche et de la résistance palestinienne. Dans cette post-dominance syrienne dans le nord Liban, chaque individu est à la recherche d'espaces pour rompre son isolement et son errance. Dans une quête d'identité sociale et politique, des individus n'ont trouvé devant eux que des groupes religieux ou clientélistes qui peuvent contenir leur angoisse et leur quête identitaire. Le refuge de ces individus, pour se sentir exister dans un État qui ne leur offre rien, est passé par le repli identitaire vers les rives intégristes des religions, ou encore par le refuge dans des relations patronales et clientélistes. Nous allons voir dans ce qui suit l'impact du conflit syrien sur la ville de Tripoli et l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles dynamiques.

Le conflit syrien déborde à Tripoli

Avec la crise syrienne, les références identitaires religieuses ont travesti facilement le conflit politique entre deux camps ; comme nous l'avons évoqué, le premier, représenté par le PAD alaouite à Tripoli, soutient le régime syrien ; et le deuxième, représenté par différents groupes islamistes à Tripoli, est contre le régime syrien.

La crise syrienne n'a fait que faire resurgir les démons de la guerre civile libanaise avec une nouvelle dynamique identitaire et un clivage pro-syrien et anti-syrien. Ce clivage s'est traduit par une catégorisation et une division communautaire et identitaire entre des groupes islamistes et des groupes alaouites. Cela dit, à Tripoli se côtoient combattants alliés du régime syrien et rebelles proches de la révolution.

En effet, l'attitude à l'égard du régime syrien divise la classe politique libanaise depuis longtemps. Cette division est accentuée par le flux de déplacés et réfugiés arrivés de Syrie.

Après le début de la révolution et pour tenter de conjurer le danger de répercussion sur le Liban, un accord avait été signé à Baabda par tous les dirigeants politiques en juin 2012, qui prônait la « distanciation » vis-à-vis du conflit. Mais aucune des parties ne l'a respecté, ce qui a généré d'une façon continue un climat de tensions et de conflits à Tripoli entre les deux partis protagonistes ; chacun tente de désigner l'autre comme responsable des attaques armées qui plongent la ville dans une guerre sans fin.

En outre, l'attentat contre les deux mosquées *al-Takwa* et *al-Salam* à Tripoli, le 24 août 2013, a entraîné une diabolisation du PAD, qui a causé beaucoup de dégâts à la communauté alaouite [30]. Des islamistes ont accablé un peu plus l'État, toujours absent, et cela a accru le sentiment d'injustice chez ces Sunnites qui se sont sentis visés et touchés par ces attentats fort symboliques et ravageurs contre leurs lieux sacrés. Ils estiment que, malgré l'accumulation des preuves et des témoignages contre le PAD, aucune action sérieuse n'a été menée pour juger Ali Eid. À partir de là, les profiteurs de ce conflit l'ont habillé facilement d'une dimension communautaire. Quelques Sunnites excités de Tebbaneh se chargent d'agresser tout Alaouite franchissant la frontière de son territoire. Ceci a réduit la mobilité des Alaouites et leur a interdit l'accès à la ville [31]. De là le conflit a pris une dimension confessionnelle en plus de son identité politique. La ville s'est divisée. La dimension confessionnelle est devenue plus claire à partir de 2013 lorsque les Alaouites ont été attaqués par suspicion (*chobha*) à cause de leur lieu d'habitation et de leur identité présumée.

Tripoli, ville tournée vers la Syrie, est transformée en terrain marécageux d'extension syrienne. Pour se défendre des accusations et rumeurs, un responsable d'un courant politique à Tripoli m'a expliqué qu'il ne fournissait pas d'armes aux combattants mais payait des sommes symboliques chaque mois pour s'assurer la fidélité de certaines personnes et que dans ce contexte de clivage islamiste [32], il était obligé de payer de plus en plus de monde.

De leur côté, les combattants sunnites et islamistes possèdent des armes individuelles. Une histoire très populaire circule dans ces milieux : on raconte comment les combattants vendaient l'or de leur femme et les bouquets de persil pour acheter des armes. Selon les anciens leaders populaires à Tebbaneh, ce n'est pas une fable, mais cela n'était vrai qu'au début. Peu de temps après, beaucoup de civils se sont désengagés. Les armes ensuite ont commencé à arriver à Tebbaneh par l'intermédiaire d'hommes politiques haut placés connus de tous. Les combattants se trouvaient dans l'obligation de se défendre et de protéger leur vie et celle de leur famille, même s'ils se sont vite rendu compte qu'ils étaient instrumentalisés dans une guerre qui avait lieu sur

leur territoire, mais n'était pas la leur, et qui visait à servir des intérêts étrangers. La situation géographique du quartier, sa pauvreté, sa marginalisation, en font un terrain fertile à tous les extrêmes comme l'affirme un de mes interlocuteurs.

Ce discours tenu par une personnalité populaire est entendu partout à Tebbaneh, les habitants sont conscients qu'ils sont instrumentalisés, mais ils ne peuvent pas faire autrement, les uns veulent venger leurs morts, les autres veulent se protéger.

Les habitants sont conscients que leur conflit est lié au conflit syrien : « *Ils ont travesti ce conflit en affrontement communautariste. Tant que cela coince en Syrie, le régime menace d'allumer un foyer au Liban. Tout est lié au régime syrien* » [33].

Les combattants à Tebbaneh et les quartiers autour peuvent être divisés en trois groupes : les protecteurs-défenseurs (une minorité), les voyous, et les partisans, ces derniers représentant une majorité instrumentalisée pour semer le chaos. Des individus peuvent néanmoins avoir deux identités, être des partisans délinquants, par exemple. Des petits groupes combattent de part et d'autre, dans un conflit, fondamentalement politique, opposant pro et anti-régime syrien, partisans du mouvement du 8 mars et partisans du 14 mars [34].

À Jabal Mohsen, la seule voix entendue est celle du PAD qui se considère comme le bouclier du régime de Bachar al-Assad. Ses adversaires islamistes, nous dit Ibrahim, pensent qu'il dispose en abondance de canons, mitraillettes et munitions : « *Le régime syrien leur a laissé des armes et jusqu'à maintenant des camions et des GMC remplis d'armes leur arrivent* » [35].

Ils accusent des colonels de l'armée libanaise de venir à Jabal Mohsen livrer des munitions et des équipements militaires.

Personne ne sait quand, comment et par qui le conflit a commencé, c'est un mystère pour les deux côtés. Une « main invisible » est accusée d'enflammer la situation pour servir des intérêts qui ont à voir avec la politique régionale et non avec la politique libanaise. Pour arrêter le conflit, la méthode est rodée : les leaders populaires, politiques et militaires, avec les députés et les ministres de Tripoli, se réunissent chez le Premier ministre Mikati. Cet étouffement temporaire du conflit finit par surgir parce qu'il n'y a pas une vraie volonté politique de l'arrêter. « *L'armée et les services sont là pour le décor. L'armée se déploie dans les quartiers suite à notre réunion...Amer al-Hasan [36] est dans les réunions c'est lui qui tranche et donne ses ordres* » [37].

De fait, avant même de savoir ce qui se passe en coulisse et si la décision d'arrêter le conflit est prise, les médias annoncent que les hommes politiques ont décidé de cesser de couvrir les combattants. À ce moment l'armée se déploie dans les rues : « *C'est une reprise du refrain, « nous avons enlevé la couverture politique », c'est comme un code secret qui insinue, on a décidé d'arrêter le conflit [38] ».*

La plupart des personnes interviewées à Jabal Mohsen affichent leur loyauté envers le président syrien. Il est à noter qu'un grand nombre de familles habitant à Jabal Mohsen n'ont obtenu la nationalité libanaise que depuis une vingtaine d'années. C'est cette loyauté qui pose problème aux Sunnites connus pour leur opposition au régime syrien, ils la trouvent inacceptable chez les Alaouites désormais libanais. Ahmad [39], un habitant de Tebbaneh, remarque, à propos de l'entrée de Jabal Mohsen : « *Regardez bien, vous allez croire que c'est une région de la Syrie, on n'est pas au Liban, malgré les massacres contre nous, malgré l'oppression, malgré l'accaparement des richesses de Tripoli, malgré tout, ils disent publiquement qu'ils sont des soldats de la famille Assad* ».

Malik [40] enchaîne : « *Les Alaouites vivent ici depuis 50 ans, mais leur cœur est en Syrie, ce n'est pas possible* ».

Face à cette accusation dont sont conscients les habitants de Jabal Mohsen, Salim [41], un jeune alaouite de Jabal Mohsen proteste : « *Notre référence est l'Etat libanais qui protège les minorités, mais notre lien à la Syrie est un lien d'arabité, un lien idéologique. Quand tu dis que tu es alaouite, ça veut dire que tu es lié à la Syrie, il faut qu'on soit indépendant, mais lié à celui qui nous représente* ».

Les combattants alaouites estiment que leur position politique est claire. Un autre leader de Jabal Mohsen, tout en défendant le régime syrien, reproche aux Sunnites de Tebbaneh leur ambiguïté.

Les entretiens menés à Jabal Mohsen montrent que les Alaouites considèrent qu'ils forment une même famille avec les habitants de Tebbaneh et ont toujours vécu ensemble [42]. Ils n'accusent pas les habitants sunnites de Tebbaneh. Pour eux, les combattants viennent principalement de l'extérieur de Tebbaneh et des quartiers limitrophes. Ils sont envoyés par un parti qui a intérêt à alimenter le conflit dans les quartiers pauvres pour maintenir la tension au nord du Liban.

L'entretien avec Sami, un des rares Alaouites qui habite encore Tebbaneh, est une preuve que le conflit était par excellence politique avant de devenir communautaire. Le père de Sami anti-régime syrien a été tué par les Alaouites pendant la guerre civile, il a été enlevé, toute la famille a payé cher la présence syrienne au Liban.

Cette accusation de part et d'autre est accompagnée d'une empathie et d'une reconnaissance implicite d'une guerre voisine dont les pauvres payent le prix.

Avec le temps, les difficultés économiques ont néanmoins amené une partie de la population de Tripoli à se plaindre des réfugiés syriens. Ils les accusent d'accaparer leur travail et de devenir une menace pour le tissu social avec l'accroissement de la pauvreté, du vandalisme, de l'insécurité, de délinquance, des embouteillages, l'énorme augmentation des loyers des appartements, la concurrence sur le marché du travail, les changements dans la vie urbaine comme l'eau et les infrastructures, etc. Les commerces tenus par des Syriens se sont multipliés, ceux-ci ont ouvert des restaurants, des boulangeries, des pâtisseries dans les rues de la ville, des marchands ambulants sont partout à Tripoli et ont commencé à vendre à bas prix sur le marché. Dans des quartiers plus riches, les propriétaires ont finalement pu louer leurs appartements. Dans cette ambiance, les Syriens se plaignent de diverses formes de mauvais traitements, d'insultes et de commentaires dégradants, d'exploitation et d'abus de la part de tant de Libanais.

« *Au Liban pas de politiques publiques, mais des politiques de milices et de confessions [43]* », une personnalité connue à Tebbaneh résume ainsi le fossé entre le gouvernement libanais et la population, et son incapacité à définir une politique capable d'affronter le flux des réfugiés syriens arrivants au Liban. Le déficit dans les politiques publiques n'a pas empêché l'apparition d'une solidarité populaire et militante avec le peuple syrien. Des combattants de Tripoli s'engagent auprès des révolutionnaires syriens.

Conclusion

En somme, la ville de Tripoli est complètement impliquée dans le conflit syrien, par son histoire, sa position géographique et ses liens avec la Syrie – que souligne le nom *Tarablos ash-Sham* (Tripoli de Syrie).

Politique par excellence, le conflit syrien a pris une dimension communautaire, de fait encouragée par le pouvoir politique syrien. Du coup, beaucoup d'analyses n'ont élucidé que cette dimension, alors même que l'ampleur des destructions montrait qu'il s'agissait de bien plus que cela. Au Liban, le terrain est toujours perméable au communautarisme, et avec la crise syrienne, Tripoli a vu une montée de l'extrémisme religieux sunnite.

Les leaders populaires à Tebbaneh qui ont vécu la guerre civile libanaise et ont combattu dans les rangs de la « Résistance populaire » sont rassurés et inquiets à la fois. Rassurés du fait que cette dynamique et cette crise en Syrie va sûrement aboutir à un changement politique ou un renversement du régime ou au pire à des réformes, et inquiets de la situation et du chaos actuel dans lequel est plongée la région.

Quant à la situation interne au Liban, elle oscille entre pitié et racisme envers les réfugiés syriens qui perturbent la sécurité au Liban déjà fragile. Les Libanais font le parallèle entre la situation des réfugiés palestiniens et celle des syriens. Ces derniers sont à leur tour soumis aux discriminations et au racisme que subissent les Palestiniens depuis bien longtemps.

À la fin, ces habitants prenant part au conflit font l'objet d'identités situées, mais aussi occasionnelles et perméables qui se sont construites et se sont ainsi cristallisées aux moments du conflit. A son tour, le conflit a servi durant ces années de fondation à l'appartenance, au territorialisme et à l'exacerbation du communautarisme dans un camp comme dans l'autre. Aussi, le conflit peut être envisagé comme un moment très fort de l'affirmation de ces identités-là, tantôt politiques, tantôt communautaires.

Bibliographie

- Al-Soufi Richard Joumana (1988), *Lutte populaire armée. De la désobéissance civile au combat pour Dieu (du kifâh al musalah au jihad)*, PhD dissertation, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III.
- Bruner Jérôme (1991), *Car la culture donne forme à l'esprit : de la révolution cognitive à la psychologie culturelle*, Paris, Eshel.
- CAS (2007), « The National Survey of Households Living Conditions ».
- Debs Habib, Jad Tabet (2002), *Réhabilitation et revitalisation urbaine de la ville ancienne de Tripoli*, Rapport préliminaire, CDR.
- Gade Tine (2015), « Sunni Islamists in Tripoli and the Asad regime. 1966-2014 », *Syria studies*, 7 (2), pp. 20-65.
- Gedah Oumeima (2010), « Al-Faker fi Madinat Tarablous, at-Tadakhoulat al-Wattaniya wal-Mahaliya » Markaz al-Dirasat al-Inmaiya, Mada, Beirut.
- Gedah Oumeima (2006), « Bahth Ijtimâ'i Sari' (Didgnostic participatif) » CDR.
- Goffman Erving (1975), *Stigmate, usages sociaux des handicaps*, (trad. Alain Kihm), Paris, Minuit.
- Halbwachs Maurice (1971), *La mémoire collective*, Paris, PUF.
- Hamdi Fawaz, Semaan Rami, Kayyal, Maha et Mosbeh Rajab (2009), *Urban Fayhaa*, [En ligne]. <http://www.ubcomfayhaa.gov.lb/Eindex.htm> (consulté avril 2016).
- Kayal Maha, Atef Atiya (2001), *Tahawwilat al-zaman al-akhir (les changements de la dernière période)*, Beirut, Mokhtarat.
- Kayal Maha, Atef Atiya (2004), *Trablus min al-dakhil. Dirasa susiologiyyé antropologiyyé li'-lmedina al-qadima (Tripoli de l'intérieur : étude sociologique et anthropologique de la vieille ville)*, Beirut, Mokhtarat.
- Kortam Marie (2016), « Ajaych wal Moujtama' : char'iyat aljaych fi dawlat wa moujtama3 attawaef » (*l'armée dans la société : la légitimité de l'armée libanaise dans un état confessionnel et une société sectaire*), Civil Society Knowledge Center, Lebanon Support.
- Kortam Marie (2015), *Jabal Mohsen : stratégies de privatisation et d'appropriation communautaire de l'espace public*, Civil Society Knowledge Center, Lebanon Support, [en ligne] <http://cskc.daleel-madani.org/paper/jabal-mohsen-strat%C3%A9gies-de-privatisation-et-d%E2%80%99appropriation-communautaire-de-l%E2%80%99espace-public> (consulté avril 2016).
- Larkin Craig, Olivia Midha (2015), « The Alawis of Tripoli : identity, violence and urban geopolitics », dans *The Alawis of Syria : War, Faith and Politics in the Levant*, Kerr Michael, Larkin Craig (dirs), London, Hurst, pp. 181-203.
- Lefèvre Raphael (2014), « The roots of crisis in Northern Lebanon », Carnegie Middle East center, [en ligne] <http://carnegie-mec.org/2014/04/15/roots-of-crisis-in-northern-lebanon-pub-55305> (consulté le 15 avril 2014).
- MAS (2008), « Khâritat al-Faqr al-Bachari wa al- Ahwâl al-Ma'chiyya fi Lubnân (*Mapping of Human Poverty and Living Conditions in Lebanon*) ».
- MAS, PNUD (2001), « Al-Khasâ'is al-Sukkâniyya wa al-Wâqe' al-Iqtisâdi wa al-Ijtimâ'i, Aqdiyyat Lubnân : Trablous (*Les particularités de l'habitat et de la réalité socio-économique des Cazas du Liban : Tripoli*) ».
- MAS, PNUD (2007), « Tattawur Khâritat al-Ahuâl al-Ma'chiyya fi Lubnân beina 1995 wa 2004 -The Living Conditions in Lebanon : A comparison between 1995 and 2004) ».
- Medin Douglas, Bruner Jerome S. (1957), « On Perceptual Readiness », *Psychological Review*, 64, pp.123-151.
- Middle East transparent (2001), *Shaffaf*, [En ligne] <http://www.shaffaf.net> (consulté le 16 décembre 2014).

Mlicki Pawel, Naomie Ellemers (1996), « Being different or being better ? National stereotypes and identification of Polish and Dutch students », *European Journal of Social Psychology*, 26, pp. 97- 114.

NORA Pierre (1978), « Mémoire collective », *La nouvelle histoire*, Paris, Jacques le Goff Retz, pp. 398-401.

PNUD (2009), *Taqrîr 'ala al-Tanmiya al-Bacharyya fi al-'Alam al-'Arabi (Le développement humain dans le monde arabe)* ».

PNUD, Fondation Safadi (2009), *Tabbaneh-Facts finding study of Syria street*, Tripoli.

Rougier Bernard (2015), *The Sunni tragedy in the Middle East. Northern Lebanon from al-Qaeda to ISIS*, Princeton, Princeton University Press.

Roy Olivier (2002), *L'islam mondialisé*, Paris, Seuil.

Samra Mohamed, Abu (2011). « Revenge of the wretched : Islamism and violence in the Bab al Tabaneh neighbourhood of Tripoli », in Samir Khalaf, *Arab Youth : Social Mobilization in Times of Risk.*, London, Saqi, pp. 220-235.

Seurat Michel (1985), « Le quartier de Bâb Tèbbané à Tripoli, étude d'une 'assabiya urbaine. » Édité par CERMOC. *Mouvements Communautaires et Espaces Urbains au Machreq*, pp. 45-86.

Tajfel Henri (1981), *Human groups and Social Categories : Studies in Social Psychology*, New York, Cambridge University Press.

Notes

[1] Pour plus d'informations à ce sujet, je renvoie le lecteur à l'étude référence de Michel Seurat, *ibid*, sur le quartier de Bab al-Tebbaneh. Seurat, Michel. « Le quartier de Bâb Tèbbané à Tripoli, étude d'une 'assabiya urbaine. » Édité par CERMOC. *Mouvements Communautaires et Espaces Urbains au Machreq*, 1985 : 45-86.

[2] Connu plus tard comme Mouvement de résistance populaire « *al-moukawama acha'biya* » et dirigé par Khalil Akkawi, le frère d'Ali.

[3] À ce sujet pour plus de détails consulter : Marie Kortam, « Jabal Mohsen : stratégies de privatisation et d'appropriation communautaire de l'espace public », *Civil Society Knowledge Center*, Lebanon Support, August, 2015, en ligne : <http://cskc.daleel-madani.org//pape...> égies-de-privatisation-et-d'appropriation-communautaire-de-l'espace-public

[4] Il s'agit des discussions menées avec des référents sociaux et religieux qui sont des personnes clés pour toutes les organisations internationales travaillant avec les réfugiés syriens et des estimations données informellement par des Généraux de l'armée et de la police en 2014.

[5] Je me limite dans cet article au conflit entre les quartiers sunnites de Tebbaneh et ses alentours et alaouite de Jabal Mohsen à Tripoli entre 2008 et 2014. Ce conflit, qui s'inscrit dans la continuité de la guerre civile libanaise, a été étudié par Michel Seurat, aux travaux desquels je renvoie le lecteur.

[6] Pour plus d'information à ce sujet voir : Al-Soufi Richard, Joumana, *Lutte populaire armée. De la désobéissance civile au combat pour Dieu (du kifah al musalah au jihad)*, PhD dissertation, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, 1988.

[7] Pour plus d'informations concernant cette période et ce personnage voir Seurat (1985).

[8] À ce sujet voir : Kayal, Atiya, *Tahawwilat al-zaman al-akhir*, Beirut, Mokhtarat, 2001 ; *Trablus min al-dakhil. Dirasa susiologiyyé antropologiyyé li'-Imedina al-qadima* (Tripoli from Inside : Sociological and Anthropological Study of the Old City), Beirut : Mokhtarat, 2004.

[9] Entretien avec Mahmoud Harrouk, Tripoli, octobre 2013.

[10] Coalition de partis de gauche et nationalistes arabes constitué à la veille de la guerre civile, sous la présidence de Kamal Joumlatt. Il comprenait notamment parti socialiste progressiste de Joumlatt, le parti communiste libanais (PCL), l'Organisation d'Action Communiste Libanaise (OACL), le parti social nationaliste syrien (PSNS), les deux Partis Baath pro-syrien et pro-irakien, les *Mourabitoun* (un groupe nassérien), et le mouvement chiite Amal.

[11] Cf. (Seurat, 1985).

[12] Selon le rapport de l'*International Crisis group* d'octobre 2010, les estimations varient entre 300 et 800 victimes. En plus des différences dans les chiffres, tout le monde n'est pas d'accord pour désigner le côté qui a exécuté le massacre. Alors que le premier leader populaire indique que ce sont les Alaouites du PAD, le deuxième rajoute le parti Baath, le parti Qawmi, et des groupes pro-syriens à Tripoli dont les membres sont des Sunnites de la ville, tout en excluant les forces militaires syriennes. Crisis group. « Nouvelle crise, vieux démons au Liban : les leçons oubliées de Bab Tebbaneh/Jabal Mohsen. » Bruxelles, 2010.

[13] Entretien, Tripoli, novembre 2013.

[14] Entretien, Tripoli, novembre 2013.

[15] Espaces de socialité secondaire en langage durkheimien.

[16] Entretien, Tripoli, novembre 2013.

[17] Entretien, Tripoli, janvier 2014.

[18] <http://www.addiyar.com/article/879008-بإعطاء-الحري-قام-لبنانكي-إلى-خارج-لبنانكي-إلى-خيلس-إلى-طرابلس-من-طرابلس-عميد-حمود-من-طرابلس-إلى-خيلس-إلى-خارج-لبنانكي-قام-الحري-بإعطاء> (dernière consultation, le 13 septembre 2016).

[19] Entretien, Tripoli, décembre 2013.

[20] Hammoud a environ 1500 combattants, comme le groupe deftar au souk, il contient environ 350 combattants.

[21] Entretien avec Ibrahim, Tripoli, novembre 2013.

[22] Selon les statistiques du PNUD en 2008, le Nord qui englobe 20,7% de la population libanaise dont 38% sont pauvres et 46% vivent une extrême pauvreté. En se basant sur une enquête non publiée des Nations-Unies de la fin de 2011 : 19% des habitants de la banlieue « Basatin-Tripoli » sont touchés par la pauvreté et 75% des habitants d'Abou Samra et 87% de Bab al-Tebbeneh.

[23] Ibid.

[24] Ibid.

[25] Ils formaient un groupe de huit : Cheikh Mazen, Omar Aziz, Abou abdullah aswad, Mostafa Khaled, Ahmad al-Marj, Arabi Akkawi (fils de Khalil Akkawi).

[26] Entretien, Tripoli, décembre 2013.

[27] Entretien, Tripoli, Cheikh Mazen, le 29 janvier 2014.

[28] Ibid.

[29] Voir : <http://assafir.com/Article/8/509377/AuthorArticle> (dernière consultation le 8 septembre 2016).

[30] Un rebondissement dans cette affaire tombe en septembre 2016, où le juge Alaa al-Khatib, le 2 septembre 2016, a rendu l'acte d'accusation dans le cas du bombardement de mosquées et l'a remis au procureur Samir Hammoud pour le jugement. Les points saillants de la résolution est que l'enquête a prouvé que la planification et l'exécution ont été faites par des hauts commandants dans le service de renseignement syrien. Pour plus d'informations à ce sujet, consultez le journal assafir du 2 et 3 septembre 2016.

http://assafir.com/article/509004?utm_campaign=magnet&utm_source=article_page&utm_medium=related_articles (dernière consultation le 8 septembre 2016).

[31] Kortam, Marie, « Gender (In-) Security : "Barriers" and "Frontiers" in Urban Tripoli », publication prévue été 2017, Palgrave.

[32] Des tensions fortes se traduisaient en 2010-2011 entre le Courant du Futur et Mikati, elles ont abouti au « jour de la colère » déclaré par ce Courant à Tripoli pour protester contre l'acceptation de Mikati la proposition de Hezbollah comme Premier Ministre. Les partisans du Courant du Futur qui ont attaqué la matinée les bureaux de Mikati, les mêmes l'après-midi se réunissaient dans le bureau de Mikati avec le responsable interviewé.

[33] Entretien avec Saïd, Tebbaneh, le 2 février 2014.

[34] Noms donnés aux deux rassemblements constitués suite aux manifestations qui ont suivi la morte du premier ministre Rafiq Hariri : le 8 mars est dominé par les deux grands partis chiites, Hezbollah et Amal, alliés au Courant patriotique libre de Michel Aoun ; le 14 mars est dirigé par le Courant du Futur fondé par Hariri, allié aux Forces Libanaises. Intro à déplacer

[35] Entretien avec Ibrahim le 10 novembre 2013.

[36] Général de l'armée et chef des services de renseignements dans le Nord jusqu'à l'été 2015.

[37] Entretien anonyme, le 26 janvier 2014.

[38] Entretien anonyme, le 26 janvier 2014.

[39] Un entretien avec Ahmad, le 3 mars 2014.

[40] Un entretien avec Malik, le 10 février 2014.

[41] Un entretien avec Salim, le 26 février 2014.

[42] A ce sujet voir l'article intéressant du journaliste Ghassan Rifi. : Rifi, Ghassan. *Jabal Mohsen... l'histoire du partage de l'amour et de la pauvreté avec ses voisins*. 22 9 2012. <http://m.assafir.com/content/134827...> (consulté le 20 août 2014).

[43] Entretien, le 25 janvier 2014.